



Communiqué de presse



Union Syndicale Départementale
santé Action Sociale
de l'Isère

LA CLINIQUE MUTUALISTE DOIT RESTER DANS LE GIRON DU SERVICE PUBLIC

Depuis le printemps 2019, la CGT n'a cessé d'alerter sur les risques que comporte la vente du GHMG (clinique mutualiste) sur le service public de santé dans la métropole et plus largement l'offre de soins de l'ensemble du département.

Ce risque se situe à deux niveaux. Tout d'abord, parce que la mutualité développait l'activité de soins dans une clinique au statut d'ESPIC (Etablissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif). Ce statut très contraignant ne correspond pas aux règles de fonctionnement appliquées par le secteur du privé lucratif ou assimilé comme le groupe DocteGestio.

Ensuite, parce que le GHMG a procédé à l'acquisition de la clinique Chartreuse de Voiron et que celle-ci intégrera le futur hôpital de Voiron en fin de construction avec une ouverture prévue à l'automne 2021. Rappelons que l'Hôpital de Voiron a fusionné avec le CHUGA (Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes). Tous deux constituent un établissement unique à l'échelle du territoire. Le projet imposé par l'ARS fait la part belle au secteur privé en lui permettant d'intégrer pleinement les murs de l'Hôpital Public reposant sur une activité de chirurgie.

Il serait extrêmement préjudiciable pour l'Hôpital public et surtout pour les citoyens usagers, que la clinique, intégrée demain dans l'hôpital public soit une clinique privée lucrative. Dans ces conditions, nous estimons préoccupant le scénario d'une reprise du GHMG par une structure de l'économie sociale et solidaire : rien ne garantit à moyen terme un changement de propriétaire. Le comportement de la mutualité aujourd'hui ne peut que confirmer nos inquiétudes tout comme celui de DocteGestio déjà en conflit social avec le personnel du GHMG.

En février 2020, en séance plénière de la Metro, nous sommes intervenus devant l'ensemble des élus pour effectivement proposer l'idée d'un droit de préemption de la Metro sur le bâti et de confier l'activité de soins au CHUGA tout en y attribuant les moyens financiers supplémentaires nécessaires.

Cette solution serait la seule garantissant le service public de santé sur le long terme et mettrait par la même occasion un terme à la captation de l'argent public au profit de groupe privé.

Nous avons interpellé Olivier Véran, ministre de la santé et médecin au CHU de Grenoble, sur ce sujet et c'est aussi dans ce sens que sont intervenus les représentants du personnel CGT au conseil de surveillance du CHUGA en mars 2020.

Nous soutenons donc les élus de la METRO sur l'idée de préemption du bâti et continuons à agir pour que l'activité de soins soit reprise par l'hôpital public qu'est le CHUGA qui a toutes les compétences requises.

Grenoble, le 19 janvier 2021